Document généré le 27 avr. 2025 19:19

Bulletin d'histoire politique

Serge Gagnon, Le Passé composé. De Ouellet à Rudin, Montréal, VLB éditeur, 1999, 190 p.

Patrice Regimbald

Volume 8, numéro 1, automne 1999

URI : https://id.erudit.org/iderudit/1060408ar
DOI : https://doi.org/10.7202/1060408ar

Aller au sommaire du numéro

Éditeur(s)

Bulletin d'histoire politique
Comeau & Nadeau Éditeurs

ISSN

1201-0421 (imprimé)
1929-7653 (numérique)

Découvrir la revue

Citer ce compte rendu

Regimbald, P. (1999). Compte rendu de [Serge Gagnon, Le Passé composé. De Ouellet à Rudin, Montréal, VLB éditeur, 1999, 190 p.] *Bulletin d'histoire politique*, *8*(1), 236–240. https://doi.org/10.7202/1060408ar

Tous droits réservés © Association québécoise d'histoire politique; VLB Éditeur, 1999

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche.

https://www.erudit.org/fr/

consultation référendaire, mais l'auteur accorde toutefois une importance égale à *«La dimensió de classe del referendum»* (p. 200), traitant du poids de la question sociale tout au long de la campagne, ainsi que du positionnement des gens d'affaires («l'argent»). Quant aux divers scénarios concernant l'avenir du Québec à moyen terme, l'auteur refuse sagement d'y aller de ses prédictions. À tout le moins, le scénario d'une nouvelle ronde de négociation constitutionnelle, initialement prévue pour 1997 par la Constitution de 1982, n'a tout simplement pas eu lieu et peut d'ores et déjà être éliminée. L'ouvrage de Josep Sort i Jané, sans constituer une étude à proprement dit comparative, fournit un outil supplémentaire de compréhension de la question nationale pour les Catalans, à l'heure où les relations bilatérales officielles entre le Québec et la Catalogne sont en plein développement, comme en fait foi la visite officielle de Lucien Bouchard en Catalogne en mars 1999 et l'inauguration d'un nouveau Bureau du Québec dans la capitale catalane.

Yanic Viau
Étudiant à la maîtrise
Département d'histoire moderne et contemporaine
Université autonome de Barcelone

NOTE ET RÉFÉRENCE

1. Le débat sur la rupture avec la «légalité franquiste» a été au cœur des discussions au sein l'opposition antifranquiste, avant et pendant le processus de transition démocratique en Espagne et en Catalogne (1976-1979). La rupture prônée notamment par les communistes qui y voyaient une condition préalable à tout changement social en profondeur n'a finalement pas eu lieu: une «rupture pactée» est intervenue entre les élites franquiste et les forces d'opposition, après que les *Corts* (parlement) franquiste aient voté leur auto dissolution en approuvant la *Loi de réforme politique* (1976).

2. Rappelons le Rousillon, territoire catalan depuis le Moyen Âge, a été annexé par Louis XIV au Traité des Pyrénées (1659), bien qu'il soit toujours considéré par les Catalans comme la *Catalunya Nord*, composante des *Països Catalans* (Pays catalans, territoire du culture catalane recouvrant la Catalogne au sens juridique ou *Principat*, le Pays Valencien, les Îles Baléares, la frange orientale de l'Aragon et le Rousillon).

Serge Gagnon, *Le Passé composé. De Ouellet à Rudin*, Montréal, VLB éditeur, 1999, 190 p.

Constitué d'une série de textes ayant pour la plupart été déjà publiés, cet ouvrage traite de l'évolution récente du savoir historique au Québec. Mais ainsi réduit à son plus petit dénominateur commun, l'ensemble acquiert une

cohérence qui n'apparaît pas nécessairement au premier abord tant les textes réunis diffèrent quant à leur genre et leur propos: les deux premiers chapitres, d'abord parus en anglais en 1985 (*Quebec and its Historians. The Twentieth Century*, Montréal, Harvest House), présentent une analyse pointue et approfondie des travaux de Fernand Ouellet, le troisième chapitre, tiré de *Panorama de la littérature québécoise contemporaine* (Réginald Hamel (dir.), Montréal, Guérin Éditeur, 1997), brosse un portrait très général de la production historiographique québécoise francophone des trois dernières décennies, le quatrième chapitre, *À propos de Ronald Rudin*, est une version à peine remaniée du texte critique paru à l'automne 1998 dans le *Bulletin d'histoire politique*. Le tout est complété par l'avant-propos et la conclusion, où l'auteur, sur le ton de la confession, fait le récit de son cheminement d'historien.

De cet ensemble hétérogène ressort constamment, en filigrane, une interrogation essentielle: il a-t-il eu progrès du savoir historique au Québec? C'est ici que les chapitres proprement historiographiques et le récit de vie se rejoignent. Serge Gagnon cherche en effet d'abord à montrer les progrès de la connaissance dans la foulée de l'avènement et du développement au Québec de l'histoire sociale. Parallèlement à cela, il rappelle les circonstances l'ayant amené à partager ce point de vue, alors qu'au début de sa carrière il avait insisté davantage sur la subjectivité de la connaissance historique.

L'examen de l'avènement de l'histoire sociale au Québec passe d'abord par les travaux de Fernand Ouellet sur le Bas-Canada. Gagnon souligne le caractère pionnier de l'œuvre de Ouellet tout en notant ce paradoxe: adulé au Canada anglais parce que les postulats de sa démarche savante concouraient au renforcement de l'unité canadienne (et souvent dénoncé au Québec pour les mêmes raisons), son type d'histoire sérielle et quantitative n'a eu que très peu d'influence sur l'historiographie canadienne-anglaise, alors qu'au Québec il a plus que tout autre inspiré un renouveau de la science historique.

L'histoire de l'historiographie proposée par Gagnon s'inspire d'un double précepte de méthode: «estimer à la fois la valeur de la connaissance et critiquer la part du présent projetée dans ce passé» (p. 146). Or, en dépit de son aspect novateur, Gagnon estime l'œuvre de Ouellet toute empreinte d'idéologie. Il met à jour les partis pris de l'auteur de l'*Histoire économique et sociale du Québec, 1760-1850*, son identification à la bourgeoisie capitaliste anglaise et son aversion pour les leaders patriotes. Cela se manifesterait dans le style de l'écriture: par la pratique d'abord, de l'histoire hypothétique, où en imaginant les conséquences funestes sur le développement économique de la colonie si les Patriotes avaient prévalu, Ouellet se substitue aux acteurs du passé pour exprimer ses désirs, ses espoirs, ses regrets, mais aussi par l'usage

fréquent des adverbes *heureusement* et *malheureusement* qui expriment l'impression «que les choses se déroulent avec l'accord ou le désaccord du narrateur», et par le recours tout aussi fréquent à la négation, comme pour frapper du sceau de l'ignominie les personnages qu'il estime peu (Pierre Bédard «n'impressionne pas ses contemporains par un physique imposant»; «son mariage ne fut pas un succès», etc.)

La thèse centrale de Ouellet, qui suppose une substitution progressive des rapports sociaux d'Ancien Régime au profit de rapports capitalistes dans le contexte de l'expansion de l'économie marchande, ne repose pas toujours sur des démonstrations d'usage ou sur des dossiers documentaires très probants: ainsi, les membres du clergé et de la petite bourgeoisie sont réputés d'origine rurale, ce qui expliquerait leur idéalisation de l'agriculture et le peu d'intérêt qu'ils manifestent pour les affaires, sans que ne soit examinées sérieusement leurs origines géographiques, alors qu'il semble qu'avant 1830, selon Gagnon, le cadre urbain ait fourni la majorité des effectifs de ces groupes intermédiaires. En outre, Gagnon montre que Ouellet ne fait pas preuve de la plus grande cohérence dans son évaluation des groupes sociaux en stigmatisant les intérêts égoïstes de la petite bourgeoisie professionnelle qui ambitionnerait pour elle le pouvoir politique, tout en occultant les intérêts de classe de la bourgeoisie marchande anglaise, gardienne pour ainsi dire du bien commun et de la prospérité économique.

Par ailleurs, la promesse de Ouellet, de dépasser le tableau impressionniste de l'histoire traditionnelle, au profit d'une science sociale mieux assurée, fondée sur l'utilisation de sources sérielles et de méthodes quantitatives, n'est pas pleinement réussie. C'est que, dénote Gagnon, Ouellet cherche absolument à démontrer que les Rébellions s'expliquent par des phénomènes reliés à la vie matérielle (pressions démographiques et crise agricole), et non comme relevant de revendications culturelles ou politiques. Or Ouellet fait preuve d'un manque de rigueur dans ses calculs selon Gagnon. Il surévalue les pressions démographiques à partir des recensements paroissiaux et conclut, par exemple, à un fléchissement de la population sur la base d'une présomption d'émigration sans tenir compte des subdivisions de paroisses. De même, la chute de la production agricole et des rendements de blé est surévaluée à partir de sources indirectes, souvent trompeuses comme la quête de l'enfant Jésus — un don volontaire qui ne peut pas être considéré comme un simple reflet de la production — ou la dîme, dont le paiement est très aléatoire et inégal. Drapé dans une attitude orgueilleuse d'historien à la page, au fait des techniques nouvelles, Ouellet contrevient à certaines règles élémentaires de l'histoire sociale en s'abstenant d'effectuer des tests de validité ou de cohérence sur les sources sérielles qu'il utilise.

Selon Gagnon, il existe une certaine continuité entre l'historiographie traditionnelle et l'œuvre de Ouellet dans la mesure où l'une et l'autre insistent sur des forces anonymes et aveugles (l'Au-delà ou la crise agricole), le déterminisme économique succédant au déterminisme providentiel. Par ailleurs, en dénotant le goût constant de la polémique chez Ouellet et l'emploi de propos corrosifs à l'égard de ses collègues, Gagnon laisse entendre que cette attitude s'accorde mal avec l'éthique nouvelle d'une discipline ayant connu avec l'histoire sociale sa deuxième grande révolution méthodologique, après celle au XIX^{e} siècle de la méthode critique. Cela lui permet de faire le pont avec cet autre polémiste, Ronald Rudin, auquel il consacre un dernier chapitre. Gagnon conteste le relativisme de Rudin qui présente comme une vaine prétention la volonté d'atteindre à la vérité sur le passé, reproche le peu de cas qui est fait des avancées dans le domaine de l'histoire sociale et se raccroche à la science en soulignant que Rudin fournit plusieurs fois la preuve que la connaissance du passé progresse, même grâce à ses travaux.

Il faut saluer l'initiative de l'éditeur d'avoir offert au public francophone, dans une traduction de Gagnon lui-même, les deux études désormais classiques consacrées à Ouellet. L'ensemble manque toutefois de cohérence. Si l'on excepte le panorama très général brossé au troisième chapitre, «l'avènement et le développement au Québec de l'histoire sociale», annoncés sur la quatrième de couverture, sont examinés essentiellement à travers les travaux de Ouellet et de Rudin, ce dernier au dire même de Gagnon ayant produit une «œuvre médiocre» qui n'appartient pas à l'histoire sociale mais renvoie plutôt «à la bonne vieille histoire narrative-descriptive» (p. 172). Notons au passage que la réfutation de Rudin n'est pas elle-même exempte de propos corrosifs. Pourtant, n'avions-nous pas compris que c'est sur la base de la science seule que s'effectuerait l'examen de l'historiographie? Peut-être n'est-il pas inutile de rappeler que la carrière de Gagnon comme spécialiste de l'histoire de l'historiographie a débuté avec la publication d'un article passablement polémique dans la revue Cité libre en 1966, «Pour une conscience historique de la Révolution québécoise», où il confrontait trois historiens dits de l'«école de l'Université Laval» à ceux de l'«école de Montréal».

En fait, dans cet ouvrage, le plus nouveau et le plus original résident ailleurs, dans les éléments en apparence «paratextuels» qui débutent et terminent le livre, où l'auteur se dévoile et fait l'exposé de son itinéraire intellectuel. On y apprend, entre autres, que le recyclage de Gagnon dans le domaine de l'histoire culturelle à la fin des années 1970 constitua son chemin de Damas. Spécialisé jusque-là en histoire de l'historiographie, il résolut alors de cesser de commenter les travaux des autres pour «écrire lui aussi de l'histoire» — comme si l'histoire ne pouvait pas elle-même être étudiée historiquement —, acquit la conviction que les raffinements

méthodologiques de l'histoire sociale pouvaient faire progresser la connaissance du passé et abandonna la perspective relativiste-subjectiviste qui inspiraient auparavant ses travaux, c'est-à-dire le fait de réduire les interprétations historiques à des productions sociales traduisant des climats d'opinion et des conjonctures idéologiques. Il reproche d'ailleurs vivement à Rudin sa propension à considérer les travaux scientifiques comme des actes idéologiques. L'on comprend alors mieux la perspective du livre qui tend à lier le développement de l'histoire sociale à un progrès du savoir historique en général, comme relevant d'une posture à la fois épistémologique et autoapologétique.

Mais tout n'est pas aussi simple. À la toute fin de l'ouvrage, dans de belles pages sur l'avenir de la production du savoir historique, Gagnon remet en cause le modèle du travail collectif, inspiré des sciences de la nature, perçu fréquemment par les praticiens de l'histoire sociale comme l'aboutissement d'une science véritable, autonome par rapport au pouvoir, désintéressée, neutre et ayant procédé à la dépolitisation de la recherche. À la suite de Gérard Bouchard, Gagnon remarque que le chercheur qui s'inscrit dans de vastes enquêtes en histoire quantitative, véritable chef d'entreprise à haute densité de main-d'œuvre, «est un être subventionné, donc un être dépendant» (p. 174): pour obtenir des fonds de recherche, il a besoin de l'aval de ses pairs, il doit ménager ses «adversaires», conserver l'appui de ses alliés quitte à faire preuve de complaisance dans le travail critique, il lui faut produire un nombre d'actes rigoureusement comptabilisés qui rendent compte du travail effectué, publier, courir les colloques, en somme, émietter les efforts sans jamais pouvoir explorer une question jusqu'au bout. À l'opposé, Gagnon, comme Bouchard, valorise les réalisations de Fernand Dumont et de Charles Taylor qui ont fait de la recherche artisanale, non subventionnée, qualitative de haute qualité. Cette apologie du métier de l'artisan-historien, qui tient pour une bonne part en un discours défensif de légitimation cherchant à justifier la position de Gagnon aux marges de «l'écoumène scientifique», autant par le choix de ses objets de recherche (histoire religieuse, sexualité) que par les méthodes privilégiées (qualitatives), tend en même temps à renouer avec un modèle de la recherche historique traditionnel, antérieur au renouveau de la science historique insufflé par l'histoire sociale. Serait-ce que, en dépit du progrès du savoir constaté par Gagnon, tout n'évolue pas pour le mieux dans l'écriture de l'histoire?

Patrice Regimbald
Candidat au doctorat en histoire
UQAM